



24^e session du Conseil des droits de l'homme
Dialogue interactif avec la RSSGNU sur les enfants et les conflits armés (10.9.2013)

Intervention de M. Jean-Marc HOSCHEIT, Ambassadeur, Représentant permanent du Luxembourg auprès des Nations Unies à Genève

Madame la Vice-Présidente,

Madame la Représentante spéciale,

Je m'associe pleinement à la déclaration prononcée au nom de l'Union européenne.

Le Luxembourg souhaite tout d'abord remercier la Représentante spéciale pour son rapport oral et pour l'excellent travail qu'elle accomplit. Mon pays est honoré de pouvoir relayer avec conviction et énergie, en tant que Président du Groupe de travail du Conseil de Sécurité sur les enfants et les conflits armés, les efforts engagés par Madame la Représentante spéciale et son équipe.

Le Luxembourg reste très préoccupé par la situation des enfants vivant dans des régions de conflits armés qui sont trop souvent victimes de graves violations de leurs droits fondamentaux et je voudrais mentionner ici parmi d'autres : les situations plus que préoccupantes en Syrie, en RCA, en RDC, dans la région du Sahel, tout comme dans la Corne de l'Afrique. La persistance de ces violations doit amener les organismes des Nations Unies et les Etats membres à unir leurs efforts afin de mettre un terme à ces pratiques inacceptables, notamment en ce qui concerne le recrutement et l'utilisation d'enfants-soldats, ainsi que la violence sexuelle contre les enfants et les jeunes. Il importe d'assurer que la situation des enfants dans les conflits soit examinée systématiquement dans l'examen de situations-pays, là où cela est pertinent.

Le Luxembourg se félicite de ce que la quasi-totalité des Etats concernés par la problématique des enfants en temps de conflit armé aient signé des plans d'action et nous saluons tout particulièrement l'initiative de la Représentante spéciale visant à aboutir d'ici 2016 à leur

mise en œuvre effective dans tous les Etats repris dans les annexes au rapport du SG.

Nous ne pouvons cependant pas limiter notre action aux seuls Gouvernements. La très grande majorité des violateurs récalcitrants sont les groupes armés non étatiques. Dans ce contexte, le Luxembourg souhaiterait en savoir plus, Madame la Représentante spéciale, sur les mesures que vous recommandez pour dépasser les obstacles dans le dialogue avec ces groupes.

Madame la Représentante spéciale,

La protection des enfants dans les conflits armés constitue une priorité du Luxembourg en matière de droits de l'homme. Permettez-moi de saisir cette occasion pour saluer la coopération efficace et couronnée de succès avec votre bureau et de réitérer notre détermination à vous soutenir dans vos initiatives.

Je vous remercie.